



**Déclaration
de la FSU
au CTSD
du 12 février 2020**

« L'engagement et l'exemplarité des personnels de l'Éducation Nationale confortent leur autorité dans la classe et l'établissement et contribuent au lien de confiance qui doit unir les élèves et leur famille au service public de l'éducation » affirme l'article 1 de la Loi Blanquer promulguée le 26 juillet 2019.

L'administration, comme au mois de juillet pour le baccalauréat, bafoue donc à nouveau la loi.

Quelle confiance pourraient avoir des familles envers un ministre de l'Éducation Nationale et tous ses sbires zélés qui menacent, intimident, mettent sous pression psychologique et physique, enferment, fouillent, filment, marquent au feutre, poussent à la délation, sanctionnent arbitrairement des élèves ?

Le Ministère de l'Éducation Nationale s'en prend de façon inacceptable à la jeunesse, à l'avenir de ce pays mais aussi aux enseignant.es qui se montrent garants des valeurs républicaines, exemplaires en refusant le non respect de l'égalité de traitement des candidat.es, en défendant un examen national et en dénonçant les épreuves locales délictueuses et entachées de fraudes.

C'est bien parce qu'ils sont engagés et exemplaires pour défendre le service public de l'École républicaine que les enseignant.es se battent depuis l'année dernière contre une réforme du lycée aussi inégalitaire qu'injuste, contre une régression sociale supplémentaire.

Alors que le Ministre communique à tout crin sur les semaines de l'engagement lycéen ou sur la semaine de la démocratie scolaire, il dénie aux lycéens et lycéennes la liberté d'expression, de réunion, de manifestation et l'esprit critique.

C'est bien, pourtant, de l'apprentissage réel de la démocratie qu'il s'agit.

La démocratie ne se résume pas à glisser un bulletin dans une urne tous les cinq ans et à se taire ensuite.

La démocratie c'est la souveraineté du peuple ! La démocratie c'est une délégation partielle du pouvoir du peuple à ses représentant.es élu.es dont font partie les syndicalistes du CTSD !

La démocratie c'est aussi ne pas être d'accord avec des choix gouvernementaux réactionnaires, c'est faire la grève et manifester pour défendre les conquies sociaux !

L'école de la République forme des citoyens et des citoyennes critiques et responsables, pas des êtres soumis, serviles et humiliés. Quel message politique et civique est donc envoyé à travers cette violence disproportionnée lors des E3C : la force prime sur le droit !

Lorsque Blanquer parlait de remuscler le baccalauréat, nous n'avions pas compris qu'il fallait prendre cette expression au sens propre.

Des violences et des mensonges d'État ont terni à jamais ces premières épreuves nationales du baccalauréat. Fallait-il en arriver là uniquement pour satisfaire le plan de communication et les ambitions personnelles d'un ministre ?

Blanquer, Monsieur 99,9 %, est ainsi toujours largement en tête pour le grand prix de son « festival de bobards ».

Comment un professeur agrégé de droit public peut-il continuer à ignorer l'avis du Conseil d'État qui rend anticonstitutionnel ses promesses sur les retraites des enseignant.es ?

Comment un gouvernement depuis plus de deux mois s'obstine à maintenir un projet de réforme régressif combattu par certaines organisations syndicales et très majoritairement rejeté par l'opinion publique ? La retraite est une composante du contrat social et non un produit financier.

Blanquer ment encore aux personnels de l'Éducation sur l'avenir de leur pension parce qu'ils vont être les grands perdants de cette réforme majoritairement rejetée.

Il avait annoncé dix milliards pour sa loi de programmation retoquée, il ne reste plus que 200 millions. La revalorisation tant claironnée dans les médias n'est qu'un prétexte pour détruire nos statuts et alourdir davantage notre charge de travail, pour continuer à mettre en concurrence et au pas les personnels de l'Éducation Nationale.

Toutes ces régressions n'étaient pas dans le programme de Macron tant souvent invoqué pour pallier le manque d'arguments. Il y disait même en 2017 que « le problème des retraites n'est plus un problème financier ».

La vérité des actes éclaire au grand jour désormais les véritables fossoyeurs de la démocratie et les radicaux jusqu'au-boutistes.

En Gironde, nous allons vous épargner, cette fois-ci, nos analyses sur les effectifs et la répartition de DGH contraintes. La rentrée 2020 ressemblera inévitablement aux précédentes puisque nous restons toujours au dessus de la moyenne nationale en

terme d'effectifs par classe en collège, en lycée et en éducation prioritaire. Ce n'est pas l'effet climat qui pourra adoucir les conditions de travail et d'enseignement dans le 6^{ème} département de France en terme d'ayant-droit au RSA.

Les enfants des familles les plus défavorisées seront encore les cibles des réductions budgétaires. Après la diminution des fonds sociaux accordés aux établissements scolaires, on ampute à nouveau les moyens alloués aux structures accueillant ces élèves les plus fragiles, 328 heures en moins en Segpa. A cela, ajoutons la fermeture des classes du primaire et du collège à l'EREA d'Eysines, dispositifs qui permettent de proposer une scolarité aux enfants porteurs d'un handicap pour lesquels l'inclusion est impossible ou si anxiogène qu'il en résulte une déscolarisation.

Dans ce contexte politique et social, la FSU ne peut que s'inscrire dans la poursuite des actions menées par l'intersyndicale interprofessionnelle nationale et par les collègues toujours aussi mobilisé.es sur tous les fronts (retraites, revalorisation, conditions de travail, préparation de rentrée,...).